

## Libye : Tirs de bombes à sous-munitions contre Misrata

**Human Rights Watch a été le témoin direct d'une attaque visant une zone résidentielle**

Avril 15, 2011



Section d'une bombe à sous-munitions retrouvée à Misrata, en Libye, le 15 avril 2011. Il s'agit du modèle MAT-120 produit par le fabricant espagnol Instalaza SA.

© 2011 Human Rights Watch



Section d'une bombe à sous-munitions de type MAT-120 retrouvée à Misrata, en Libye, le 15 avril 2011.

*« Il est scandaleux que la Libye utilise des bombes à sous-munitions, en particulier dans une zone résidentielle. Ces armes présentent un risque énorme pour les civils, tant au cours des attaques qui ne sont pas ciblées avec précision que par la suite, compte tenu du danger inhérent aux charges non explosées qui restent dispersées aux alentours. »*

Steve Goose, directeur de la division Armes de Human Rights Watch

(New York, le 15 avril 2011) - Les forces gouvernementales loyales au dirigeant libyen Mouammar Kadhafi ont largué des bombes à sous-munitions sur des zones résidentielles dans la

ville de Misrata, dans l'ouest du pays, ce qui pose un risque grave pour la population civile, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui.

Human Rights Watch a observé au moins trois sous-munitions exploser au-dessus du quartier d'el-Shawahda à Misrata dans la nuit du 14 avril. Des chercheurs ont inspecté les fragments d'une sous-munition découverte par un journaliste du New York Times - un projectile de 120 mm fabriqué en Espagne - et interrogé des témoins de deux autres attaques, qui ont apparemment aussi utilisé des bombes à sous-munitions.

*« Il est scandaleux que la Libye utilise des bombes à sous-munitions, en particulier dans une zone résidentielle », a déclaré Steve Goose, directeur de la division Armes de Human Rights Watch. « Ces armes présentent un risque énorme pour les civils, tant au cours des attaques qui ne sont pas ciblées avec précision que par la suite, compte tenu du danger inhérent aux charges non explosées qui restent dispersées aux alentours. »*

La majorité des pays ont adhéré à la [Convention sur les armes à sous-munitions](#) qui interdit l'utilisation de ces armes, et qui est entrée en vigueur en août 2010.

Les bombes à sous-munitions peuvent être tirées par des mortiers ou des canons d'artillerie, ou larguées par des avions. Quand ces bombes explosent dans l'air, elles éjectent des dizaines, voire des centaines de sous-munitions ou « mini-bombes » qui se dispersent sur une superficie de la taille d'un terrain de football. Dans de nombreux cas, ces sous-munitions n'explorent pas lors de l'impact initial en atterrissant ; chaque obus non éclaté pose alors le même risque qu'une mine antipersonnel.

Selon les inscriptions sur les fragments retrouvés à Misrata, la Libye a utilisé des bombes à sous-munitions de type MAT-120. Chaque bombe de ce type comporte 21 sous-munitions à double usage, anti-personnel et anti-matériel. Lors de l'explosion d'une sous-munition MAT-120, son corps tubulaire en acier se désintègre dans de multiples fragments propulsés à grande vitesse et capables de blesser ou tuer des personnes. La détonation conduit aussi à l'éjection d'un cône de cuivre inversé, capable de percer l'extérieur d'un véhicule blindé.

Les inscriptions sur les fragments de sous-munitions MAT-120 retrouvés à Misrata et examinés par Human Rights Watch indiquent que ces armes ont été fabriquées par l'entreprise espagnole Instalaza SA en 2007.

À la fin de 2008, l'Espagne a détruit son stock de 1.852 projectiles de mortier MAT-120, contenant un total de 38.892 sous-munitions. L'Espagne a signé la Convention sur les armes à sous-munitions le 3 décembre 2008 et l'a ratifiée le 17 juin 2009.

La Libye n'a pas signé la Convention sur les armes à sous-munitions, qui interdit l'utilisation, la production, le stockage et le transfert de ce type d'armes. Cette Convention oblige les États parties à détruire leurs stocks, déminer les terrains contaminés, et aider les victimes et les communautés touchées par ces armes. Sur les 108 pays qui ont signé la Convention depuis son ouverture à la signature en décembre 2008, 56 pays l'ont ratifiée à ce jour.